



JOURNÉES QUÉBÉCOISES
DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

5 > 14 NOVEMBRE 2020



LES MIGRATIONS...
Des histoires humaines!

Les migrations... des histoires humaines

Pour une vraie justice migratoire

La mobilité est intrinsèquement liée à notre histoire : c'est en partie grâce à elle que l'humanité a pu survivre et se développer. Elle a contribué au développement de nombreuses techniques et connaissances ; au façonnement de cultures riches et diversifiées ; à davantage d'accès à de la nourriture et aux ressources ; de même qu'à l'établissement d'échanges et de liens de solidarité entre les communautés.

Depuis les dernières décennies, la proportion de personnes migrantes demeure, selon les années, **entre 1 et 3% de la population mondiale**. Il y a autant de trajectoires différentes que de personnes en mouvement. Chacune, quelle que soit sa situation, choisira et agira au mieux pour elle et ses proches.

Une histoire humaine et positive donc, mais il importe de se pencher plus précisément sur ces expériences migratoires engendrées par de graves injustices : conquêtes, invasions, colonisations, guerres, traite et esclavage. Un versant sombre, mais déterminant de l'histoire, qui a façonné un monde aujourd'hui des plus inéquitables : en ce début de XXI^e siècle, le fossé qui sépare les personnes jouissant d'une pleine liberté de circulation et celles forcées de migrer, mais n'ayant aucun accès aux droits et libertés, est immense.

Pourquoi parler des migrations et de justice migratoire?

Deux tendances inquiétantes sont en hausse depuis quelques décennies : **les migrations forcées** et **le recours au travail migrant**. Elles se conjuguent pour augmenter constamment la proportion de personnes migrantes n'ayant aucune ou très peu de possibilités de trouver une solution durable et donc, se retrouvant privées de l'exercice de la citoyenneté et de leurs droits.

Les migrations forcées

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le nombre de personnes forcées de quitter leur foyer a augmenté de plus de 50 % au cours des 10 dernières années¹.

En 2019, on compte 79,5 millions de personnes déracinées à travers le monde. C'est 1% de la population mondiale. Parmi elles :

- 26 millions sont des **personnes réfugiées** (qui ont franchi une frontière internationale) et 45,7 millions sont des **personnes déplacées à l'intérieur de leurs pays**;
- 68% des personnes réfugiées sont originaires de 5 pays seulement : Syrie 6,6 millions, Venezuela 3,7 millions, Afghanistan 2,7 millions, Soudan du Sud 2,2 millions et Myanmar 1,1 million;
- 40% sont des **enfants**;
- on compte 4,2 millions d'**apatrides**².

¹ <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/6/5eeb513ba/deplacement-force-sest-largement-accru-travers-monde-2019.html>

² Voir tous les chiffres dans l'aperçu statistique et le dernier rapport du HCR : <https://www.unhcr.org/fr/aperçu-statistique.html> et <https://www.unhcr.org/globaltrends2019/>



JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

5 > 14 NOVEMBRE 2020



LES MIGRATIONS...
Des histoires humaines!

Les raisons sont nombreuses, complexes et interreliées. Les violences et les conflits armés demeurent la principale cause de crises humanitaires et de migrations forcées dans le monde. La majorité des États investissent bien davantage dans leurs industries militaro-industrielles plutôt qu'en soutien aux initiatives de développement et de construction de la paix des communautés du Sud³.

À cela viennent maintenant s'ajouter les conséquences de la crise climatique. Par exemple, en Syrie, l'augmentation de la température moyenne et les vagues de sécheresse sans précédent causées par les changements climatiques ont été un facteur d'aggravation du conflit armé⁴.

Les apatrides : En 2019, ce sont 4,2 millions de personnes qui étaient dépourvues de nationalité, citoyennes d'aucun État. Elles sont privées d'accès aux droits comme l'éducation, les soins de santé, l'emploi et la liberté de circulation. Les **Rohingyas** sont actuellement la plus grande population d'apatrides au monde : depuis trois ans, les vagues de violences extrêmes contre les Rohingyas au Myanmar les forcent à fuir, notamment vers le Bangladesh.

Trois solutions s'offrent aux personnes réfugiées pour régulariser leur situation :

1. **La réinstallation** dans un pays qui accepte d'accueillir des personnes réfugiées, qui demeure malheureusement inaccessible pour la très grande majorité : en 2019, sur 2 millions de demandes d'asile déposées dans le monde, 107 800 personnes ont été acceptées comme réfugiées dans 26 pays (dont un tiers au Canada)⁵
2. **L'intégration locale**, lorsque la première terre d'asile (donc souvent le pays voisin) accepte d'accueillir et d'offrir la citoyenneté aux personnes réfugiées.
3. **Le retour volontaire** des personnes dans leur pays d'origine, lorsque la situation le permet. Cela demeure possible, mais encore trop rarement : en 2019, 5,6 millions de personnes ont pu retourner dans leur pays.

Ces solutions durables ne sont **offertes qu'à une très faible proportion** des personnes concernées. La vaste majorité continue de vivre dans la précarité et le danger, au mieux dans des tentes et des abris de fortune, que ce soit dans un camp ou dans une grande ville.

La grande majorité des pays qui prennent en charge l'accueil et l'aide aux personnes réfugiées sont donc les pays du Sud.

- 85% des 79,5 millions de personnes sont accueillies dans des **pays du Sud**.
- Les principaux pays d'accueil sont la Turquie avec 3,6 millions, la Colombie avec 1,8 million, le Pakistan avec 1,4 million, l'Ouganda avec 1,4 million et l'Allemagne avec 1,1 million.

³ <https://www.cairn.info/journal-herodote-2009-3-page-63.htm> La relation de causalité entre accès aux ressources naturelles, intérêts géostratégiques des puissances internationales et conflits armés est documentée par plusieurs sources à travers le monde. Par exemple : <https://journals.openedition.org/aspd/258#tocto1n3> et https://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/synthese_du_rapportok.pdf

⁴ Santini, Jean-Louis, « La sécheresse record, un élément à l'origine du conflit en Syrie », La Presse, 2 mars 2015, disponible en ligne : <https://www.lapresse.ca/environnement/dossiers/changements-climatiques/201503/02/01-4848844-la-secheresse-record-un-element-a-lorigine-du-conflit-en-syrie.php>

⁵ <https://www.unhcr.org/fr/aperçu-statistique.html>



JOURNÉES QUÉBÉCOISES
DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

5 > 14 NOVEMBRE 2020



LES MIGRATIONS...
Des histoires humaines!

Le travail migrant

En 2018, **164 millions de personnes** étaient travailleuses et travailleurs migrant-e-s dans le monde⁶ La majorité se trouve dans trois régions du monde : en Amérique du Nord (23%), en Europe (29%) et dans les pays arabes (14%), à l'exception des pays d'Afrique du Nord.

Cette tendance est essentiellement due au fait que plusieurs pays, notamment le Canada et le Québec, s'appuient de manière croissante sur la migration *temporaire* du travail.

Durant les vingt dernières années, le nombre de travailleuses et travailleurs migrants temporaires au Canada a été multiplié par six, passant de 52 000 en 1996 à 310 000 en 2015⁷

Même si on avance souvent l'argument de la pénurie de main-d'œuvre pour justifier l'adoption de programmes de travail migrant temporaire, la réalité est qu'il s'agit d'emplois peu rémunérés et très peu valorisés, avec de piètres conditions de travail, et souvent une grande précarité : l'agro-industrie, le travail domestique, la construction, et l'hôtellerie/restauration, notamment.

De plus, en raison du caractère temporaire de leur statut et du lien de dépendance envers leur employeur (notamment à cause du permis de travail fermé), ces personnes sont beaucoup plus vulnérables aux abus et à l'exploitation. La liste des cas et des exemples, trop nombreux pour n'être que des exceptions, est malheureusement fort longue.⁸

Certes tous les employeurs ne sont pas abusifs. Mais regarder le phénomène dans sa globalité mondiale permet de voir à quel point il s'agit d'une injustice profonde : car elle trouve sa source dans les programmes et politiques publiques, tels que celles adoptées par le Canada et le Québec, qui considèrent des millions de personnes ayant besoin d'un revenu comme de la main d'œuvre jetable. Enfin, et c'est là où la tendance vient s'inscrire en plein cœur de l'injustice migratoire : la majorité des programmes de travail temporaire interdisent expressément ou limitent l'accès des travailleuses et travailleurs à la résidence permanente et à la citoyenneté – ce qui leur permettrait d'exercer leurs droits¹⁰. Il s'agit même d'une pratique recommandée par l'OCDE et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)!⁹

Les causes profondes

De la colonisation à nos jours, l'économie du monde est basée sur une **logique d'exploitation des ressources** des pays du Sud par les pays du Nord, qui en contrôlent aujourd'hui les prix et la plupart des règles. Une grande partie des pays du Sud sont pris dans un système d'endettement impossible à endiguer, même après avoir payé plusieurs fois leurs dettes en intérêts. L'argent prêté est venu avec l'obligation de privatiser leurs services

⁶ https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_652141/lang--fr/index.htm

⁷ <https://www.erudit.org/fr/revues/lsp/2019-n83-lsp04994/1066095ar/>

⁸ Il existe de nombreuses sources de documentation sur le sujet. Entre autres : CISO, Les enjeux du travail migrant temporaire au Québec et au Canada : <https://www.ciso.qc.ca/wordpress/wp-content/uploads/CISO-Fiche-B2.pdf>. Voir aussi : <https://iwc-cti.ca/> et <https://ccrweb.ca/fr/travailleurs-migrants>

⁹ *Idem*



JOURNÉES QUÉBÉCOISES
DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

5 > 14 NOVEMBRE 2020



LES MIGRATIONS...
Des histoires humaines!

essentiels, et ce aux dépens de leurs populations.¹⁰ Notre économie mondiale repose aussi sur des formes d'esclavage de ces peuples encore bien présentes et sans cesse renouvelées.¹¹

Le Canada et le Québec participent pleinement aux systèmes économiques qui perpétuent les inégalités, notamment avec les accords de libre-échange.¹² De plus, nous abritons un grand nombre de sociétés minières responsables, à l'étranger, de multiples violations de droits humains et de la pollution des terres et des ressources d'eau potable.¹³

Cette économie est directement liée aux **conflits armés** : le contrôle des ressources et le maintien de zones d'influence constituent autant de raisons pour lesquelles les pays occidentaux (dont le Canada) participent, dans l'ombre ou au grand jour, à des guerres aux quatre coins de la planète.¹⁴ Sans compter tous les investissements publics dans les budgets militaires et les industries militaro-industrielles, généralement beaucoup plus consistants que les montants alloués à la promotion de la paix et de la justice.

Nous pouvons faire une différence

Quel que soit son statut, chaque personne en déplacement a une histoire unique. Une histoire humaine.

Les injustices migratoires que nous venons d'énoncer nous concernent toutes et tous, que l'on soit sédentaire ou nomade. Nous avons le pouvoir de lutter contre celles-ci, en toute solidarité.

S'il nous tient à cœur que les personnes réfugiées et migrantes soient en sécurité et voient leurs droits respectés, on peut soutenir plusieurs actions en ce sens.

Découvrez plus de ressources et des pistes d'action www.igsi.qc.ca

Crédits pour la recherche et rédaction : Yseult Picard, Marie Brodeur Gélinas et Marie-Sophie Villeneuve.
Avec la participation de Michèle Asselin, Denis Côté et Hélène Gobeil (AQOCI).

Tous nos remerciements pour le partage de leur expertise sur le sujet et leurs commentaires éclairés à : **Oscar Benavides Calvachi** du Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG), à **Laura Vergara** du Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (CRÉDIL), à **Laurence Fortier** du Centre de solidarité ouvrière (CISO), à **Marie-Ève Marleau** et **Christina Ayala** du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) et à **Chantale Coulombe** du Carrefour d'éducation à la solidarité internationale – Québec (CÉSIQ).

¹⁰ <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/les-pays-riches-et-la-banque-mondiale-doivent-cesser-de-promouvoir-la>

¹¹ Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavages, y compris leurs causes et leurs conséquences : <https://www.ohchr.org/FR/Issues/Slavery/SRSlavery/Pages/SRSlaveryIndex.aspx>

¹² <https://rgic.quebec/2019/08/12/a-paraitre-le-libre-echange-aujourd'hui/>

¹³ <https://ecosociete.org/livres/paradis-sous-terre>

¹⁴ <https://echecalaguerre.org/invitation-25-05-2016-action-du-collectif-echec-a-la-guerre-pour-protester-contre-la-participation-canadienne-au-commerce-mondial-des-armements/>